Département du CHER
la cgt
www.ud18.cgt.fr

N° 368
NOVEMBRE 2013

BULLETIN d'INFORMATION

Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

-o-o-o-

ISSN 1168-0423
Prix : 0,15 €

Dispensé du Timbrage
Bourges CTC
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 27/11/2013

Edito

SE TAIRE …. ET SUBIR … ?

Dans les différents articles et éditos de ce bulletin, nous avons décrié, alerté, dénoncé ce que faisait ou allait faire le patronat et les différents gouvernements. Nous avons, comme ambition de continuer ce travail d'explication, ce travail d'aide, cette photographie des luttes dans notre département, de montrer le travail dans les syndicats. C'est un enjeu de taille pour l'organisation, qui par ses propres moyens, n'a que ce moyen et le site internet pour pouvoir diffuser ses idées, mais surtout dans les syndicats avec une activité en direction de l'information des salariés. Tous les salariés, mais aussi les retraités et les chômeurs, quelle que soit leur situation.

Pourquoi ce papier commence-t-il comme cela ? Parce que la situation l'exige. Nous sommes, à mes yeux, dans un contexte économique et social très dangereux pour le salariat. Nous sommes dans une séquence qui dure maintenant depuis plusieurs semaines et chacun a pu le constater, où le patronat sait qu'il doit et peut manifester et poser ses revendications. Il sait que le gouvernement fera allégeance aux demandes de récession sociale de l'ensemble des dirigeants économiques, petits ou gros.

Jamais, depuis des décennies, un gouvernement n'a mis autant de confusion, de mépris, d'incertitude, de collusion dans l'esprit des citoyens et cela n'a qu'un seul but : celui de rembourser la dette et d'obéir aux injonctions européennes, non démocratiques. Alors oui, les patrons profitent de cette cacophonie politico-économique pour imposer leurs choix.

Faisons un choix nous aussi ! Faisons la démonstration que si nous proposons des perspectives fortes pour sortir de cette situation, les salariés seront à nos côtés. Faisons de ce moment de révolte dormante et individuelle, les prémices d'une révolution collective et revendicative, basée sur un idéal révolutionnaire. Que ce mouvement dit «utopiste» devienne réaliste.

Pour accéder à un autre modèle social et sociétal, il va falloir se libérer de certaines barrières idéologiques et se poser les bonnes questions, qu'elles nous plaisent ou non, qu'elles fassent débat ou consensus, tout cela entre nous, dans la sérénité et le débat d'idée. Il n'y a pas de sujet tabou dans l'union départementale et l'ouverture à d'autres modèles doit être le fil de nos discussions.

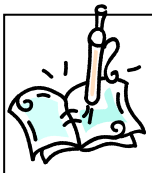
Le Congrès de l'UL de Bourges, précédé voilà quelques mois du Congrès de l'UD, nous ouvre un horizon différent, qui je l'espère, aboutira à une mobilisation de chacun pour faire réellement avancer nos propositions, pour travailler à l'émancipation des salariés.

Alors oui, le premier paragraphe rappelle l'importance de nos outils de propagande que sont le papier et internet. Nos discussions et décisions doivent faire espérer les salariés en un avenir qui leur appartient.
Ne laissons pas le patronat aux manettes de l'avenir. Nous sommes les plus nombreux. Nous connaissons le combat de classe, faisons-le vivre et aboutir.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général de l'UD-CGT

Sommaire :

Edito : Se taire …. Et subir …?	*P 1*
Lettre ouverte au Député du Cher Yann Galut	*P 2*
Motion déposée en Préfecture le 26 Novembre	*P 3*
Conflit des Postiers Vierzonnais	*P 4*
Menaces sur les Conseil de Prud'hommes	
Communiqué INDECOSA : Facture de gaz	*P 5*
Résultats Elections ErdF-GrdF	P 6
Situation chez Mory Ducros	P 7
Congrès de l'Union Locale de Bourges	*P 8*



AGENDA

***

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
des SYNDICATS du CHER
MARDI 10 DÉCEMBRE 2013
de 8 h 30 à 12 h 00
suivie de la CE de l'UD de 14 h à 17 h
Salle Marcel Bascoulard
Rte de Guerry à BOURGES

—-

UNION LOCALE LA GUERCHE
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
MARDI 17 DÉCEMBRE à 14 h 30
à l'Union Locale

Directeur de la publication : Roland GIRAUDAT - N° Commission Paritaire 1013 S 06672 – Imprimé par nos soins
Tél 02 48 21 24 79 - E.Mail : cgt.ud.cher@wanadoo.fr - Site Internet : www.ud18.cgt.fr

UNION LOCALE
DES SYNDICATS CGT
DE BOURGES
5, Boulevard Clémenceau
18000 BOURGES

Bourges, le 19 Novembre 2013

Lettre ouverte
à Monsieur Yann GALUT
Député du Cher
Membre de la majorité gouvernementale

Monsieur le Député,

Lors du 41ème congrès de l'Union Locale de Bourges, des 18 et 19 novembre 2013, les militants et adhérents CGT qui ont, dans leur immense majorité, été vos électeurs, tiennent à vous interpeller publiquement sur les faits d'actualité suivants :

- 3,3 millions de chômeurs indemnisés, soit 10,9 % de la population active, 5 millions en y ajoutant les travailleurs précaires à quelques heures par semaine.
- 25 % de chômage chez les jeunes de 18 à 24 ans et 1 salarié sur 2 en inactivité au moment de liquider sa retraite.
- Une smicardisation des salaires. En 30 années, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 76 à 67 % quand la part des profits est passée de 24 à 33 %.
- Une fraude patronale pour travail non déclaré qui se traduit par un manque de recettes pour la protection sociale (retraite, santé, chômage) estimé entre 15 à 17 milliards d'€uros (rapport d'information parlementaire).
- 28 milliards d'€uros d'exonérations sur les contributions patronales à la protection sociale que l'Etat est conduit à compenser partiellement. (Il manque 3 à 4 milliards chaque année).
- 20 milliards de taxes instaurées pour indemniser la Sécu (Tabac, alcool, assurances auto, activités polluantes …) détournés chaque année de leur affectation.

Monsieur le Député, alors que l'âge moyen d'entrée dans la vie active est de 25 ans auquel il faudrait ajouter 43 années de cotisation, ce n'est pas en allongeant la durée de cotisation conduisant en fait à repousser l'âge de départ en retraite (sans décote) à 68 ans, que l'équilibre financier des caisses de retraite sera assuré.

Les réformes de 1993, 2003, 2010 fixaient les mêmes objectifs, sans résultat sur ce plan, mais en jouant contre l'emploi.

Le chômage de masse, la politique de bas salaires, impulsés depuis 30 années par les gouvernements successifs de la social-démocratie comme de droite, au nom du réalisme économique restent le problème du financement de la protection sociale dans son ensemble : retraite, santé, famille, chômage.

Alors que nous savons que 100.000 emplois créés c'est 2,5 milliards de recettes pour la protection sociale, que 1 % de revalorisation des salaires c'est 2 milliards de recettes pour la protection sociale.

La réforme AYRAULT, enveloppée de pseudo avancées envers les jeunes, les femmes et les chômeurs, qui n'annulent pas, loin s'en faut, les reculs que votre majorité est en passe d'avaliser, cela pour tenter de masquer l'objectif réel, est l'application des recommandations de la Commission Européenne.

C'est au nom du traité de MAASTRICHT, du relevé D'AMSTERDAM pour son application, du traité de LISBONNE ratifié en 2007 par la France en déni de démocratie puisque repoussé par référendum en 2005 et du traité «MERKHOLLANDE» de 2012, que vous poursuivez la politique de baisse des salaires et des contributions sociales, de baisse des budgets sociaux, de baisse des dépenses publiques et de la « marchandisation » de tous les services publics (télécom, énergie, transport, éducation, santé …).

Monsieur le Député, les adhérents et militants CGT n'ont pas appelé en 2012 à battre Sarkozy et la droite pour laisser poursuivre la même politique avec les mêmes effets dévastateurs sur le monde du travail, actifs et retraités. Pour redonner à la France la maîtrise de sa politique sociale, économique et industrielle, cela appelle une véritable réforme fiscale, une véritable réforme bancaire (par une séparation effective des banques de dépôts et des banques de marché), et les moyens humains pour appliquer et contrôler cela. Les réformes votées depuis 18 mois, réformes que vous avez soutenues par vos votes, vont à l'encontre de cela.

Cet ensemble de dispositions négatives provoque un tel désarroi et un tel mécontentement que de plus en plus de nos concitoyens se défoulent en votant Front National sans en épouser les néfastes idées ; votre gouvernement en porte la responsabilité.

Nous n'osons penser que vous avez fait votre doctrine de la politique libérale d'austérité pour le monde du travail et de largesses pour la finance.

Alors, Monsieur le Député, au nom de votre amour-propre et de vos engagements envers ceux qui vous ont élu, repoussez la réforme des retraites et exprimez ainsi au Président de la République, au Premier Ministre et au gouvernement dans son ensemble, la nécessité d'un véritable changement de cap politique.

C'est ce que tiennent à vous exprimer les 105 délégués(es) qui ont participé aux travaux du Congrès de notre Union Locale CGT de Bourges les 18 & 19 Novembre 2013.

Copie à Section Départementale
- du PS
- des Verts
- des Radicaux de Gauche

MOTION
déposée à la Préfecture le 26 Novembre 2013

Les chiffres de l'INSEE confirment l'analyse de la CGT sur le contexte économique et social. Le Produit Intérieur Brut chute à -0,1 point, tout comme le recul de l'emploi qui s'accentue particulièrement dans l'industrie sur cette même période. La part des salaires ne cesse de diminuer. Depuis plus de vingt ans, c'est environ 200 milliards d'euros par an, qui sont passés de la masse salariale directement aux profits. Les plans de destruction d'emplois se poursuivent et ils se sont accentués, accélérés ces derniers mois.

Le dernier plan de licenciements en date impacte directement notre département. C'est celui de l'entreprise MORY-DUCROS avec 5.200 salariés concernés. La succursale de Bourges où travaillent 35 personnes est menacée comme l'ensemble des sites en France.

Cette liquidation massive de travailleurs n'est pas due simplement à un contexte économique morose comme certains économistes veulent bien nous l'expliquer. Ce serait un peu trop simple et surtout un énième mensonge idéologique. Les possédants ont liquidé financièrement les comptes de l'entreprise, en détournant légalement» des millions d'€uros à leur compte, de la richesse créée par les salariés vers leurs intérêts privés de privilégiés».

Les annonces se multiplient.
Les 20 milliards du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), un an après son application, ajoutés aux 172 milliards d'exonérations sociales fiscales débouchent sur un ralentissement économique et des destructions massives d'emplois dans tous les secteurs. Ce sont les salariés qui sont d'ailleurs appelés à payer le CICE au travers d'une augmentation de la TVA au 1er janvier prochain, taxe injuste socialement, inefficace économiquement et qui provoque une baisse significative du pouvoir d'achat des travailleurs.
La généralisation des accords «de compétitivité emploi» entraîne un chantage massif sur les salariés pour les contraindre à baisser leur salaire, à augmenter leur temps de travail mais n'arrête en rien la casse de l'emploi. Des pressions de directions et de représentants de l'Etat sur les salariés et leurs syndicats se multiplient pour faire passer ce chantage à l'emploi.

La réduction des délais de licenciement et le recours aux ruptures conventionnelles (mesures scandaleuses) ouvrent un boulevard au chômage de masse.

Le capital conduit une offensive de taille, qui, des recommandations multiples des organisations internationales (FMI, OCDE), aux agences de notation en passant par la commission européenne, se traduit par la mise en œuvre de politiques d'austérité. Réformes après réformes, qu'elles soient revêtues des habits du patronat et de la droite ou de la social-démocratie, la misère et la pauvreté ne font qu'augmenter.

Il n'y a pas une réforme qui ne s'inscrive pas dans la baisse du «coût du travail» pour le capital, dans la privatisation d'activités qui jusqu'alors lui échappent, et dans le recul social pour les salariés. Doit-on accepter la fin des services publics pour tous ?

La reforme des retraites, qui sera soumise au vote de l'assemblée nationale le 26 novembre, ne vise pas à rétablir l'âge légal de départ à 60 ans, voire 55 ans, ne vise pas à inverser le mouvement de baisse du montant des pensions engagé depuis la réforme de Balladur de 93, ne vise pas à mettre fin à la durée de cotisations, ni à un calcul sur les 10 meilleures années pour le privé , ni au maintien des 6 derniers mois pour le public, ni à une indexation des retraites sur les salaires.

Cette sixième réforme poursuit toutes les mesures mises en œuvre depuis 1993. Réalisée au nom du sauvetage des retraites, comme celles d'hier, celle qui s'avance aujourd'hui poursuit l'assassinat de notre système de retraite.

Ce sont des mesures urgentes qui doivent être prises pour relancer la croissance : augmenter les salaires, SMIC en tête et redonner du pouvoir d'achat. Il est grand temps de mettre un terme à des contre-réformes, telles celles des retraites, qui n'ont de finalité que de répondre au capital. Il est temps d'arrêter les exonérations sociales et fiscales accordées au patronat, de mettre fin au déversement d'argent public sous couvert «d'emploi» et d'écologie. Ce sont des mesures urgentes qui doivent être prises pour arrêter les liquidations d'emplois, d'entreprises sous-traitantes, le sabordage des services publics et de notre système de protection sociale.

Notre département risque de connaître en 2014 une offensive sans précédent contre l'hôpital public. L'ensemble des budgets pour l'année prochaine annonce des déficits dans tous les établissements. Et la seule réponse qui est apportée est l'économie d'échelle sur les personnels déjà en nombre insuffisant, des restructurations et des réorganisations. Nous savons ce que cela donne sur la qualité des soins. Des directeurs de combat viennent d'être mis en place dans des établissements afin d'organiser le rapprochement avec l' «Hôpital privé» (quelle honte) et le promotionner.
Nous devons et serons à l'offensive sur les questions de santé. C'est la responsabilité de tous et toutes.

Nous appelons à l'arrêt des marchandisations et privatisations d'activités, au retour à la souveraineté du peuple, à la socialisation des grands moyens de production et d'échange.

NOUVEAU CONFLIT CHEZ LES FACTEURS

1er jour

Au 1er jour du conflit qui oppose les facteurs de Vierzon à leur direction, le personnel est largement mobilisé (27 sur environ 35 soit 75%) contre 4 suppressions de tournée à partir de ce jour.
Fidèle à ses nouvelles habitudes, la direction oscille entre mépris et provocation avec délocalisation du courrier à Romorantin, conseiller en communication, huissiers, absence de discussion et peut-être bientôt vigiles et chiens d'attaque
Présence sur place du Berry Républicain et de France 3 Centre.
Distribution du tract aux usagers et signature de pétition.
L'assemblée générale a reconduit le mouvement malgré 5 agents souhaitant reprendre le boulot même si rien n'est définitif.
En conclusion de cette première journée, le moral est bon avant France-Ukraine et le café est chaud grâce aux thermos généreusement offertes par la direction… *A suivre.*

2ème jour

la grève continue à Vierzon avec environ une vingtaine de grévistes ce matin suite à la reprise de 4 ,agents
Nous avons rencontré la direction ce matin qui a daigné nous recevoir sans pour autant avancer pour l'instant.
Les points principaux de désaccord portent sur les suppressions d'emplois, les régimes de travail à 42h00 et le nombre de rouleurs sachant qu'environ 850 heures sup. sont déclarées chaque année.
Nous sommes en relation avec les inspections du travail du Cher et du Loir et Cher et j'en profite pour remercier Etienne (SD 41) pour son intervention et son aide auprès de l'inspecteur du travail.
L'assemblée générale a décidé de poursuivre la lutte tout en souhaitant un élargissement de celle-ci au moins au niveau départemental.
Les camarades qui veulent passer sont toujours les bienvenus.
Dominique.

3ème jour

La mobilisation se stabilise autour d'un noyau dur de 20 à 25 grévistes solidaires malgré les intempéries..
L'audience de ce matin, à la demande de la direction, partait sur des bases disons "sereines" lorsque la "RRH" a frappé un grand coup dans le cynisme et la bêtise en invoquant l'utilisation des enfants de postiers grévistes pendant les périodes de congés, contraire à l'idée même de la grève..... Nous sommes donc sortis en rappelant qu'ils étaient responsables de l'arrêt des discussions et que plus le conflit durait, plus la santé des grévistes risquait de se dégrader avec les intempéries.
Nous avons eu la visite du député-maire de Vierzon venu soutenir les grévistes moralement et financièrement. Plusieurs camarades de la CE du syndicat sont venus également avec une enveloppe de solidarité collectée pendant la CE. Le Berry Républicain était également présent.
Autre point positif, c'est le retrait pour l'instant de la délocalisation de la plateforme de Vierzon annoncé par La Poste dans la presse d'hier. Lors de l'AG, les agents ont voté la reconduction du mouvement à l'unanimité. Voilà les dernières « news » du front.
Fraternellement.

4ème jour

Le noyau dur des grévistes porte haut les valeurs du syndicalisme et ce par tous les temps (pluie, vent, froid,… manque plus que la grêle ou la neige).
Il sont environ de 20 à 25 rassemblés au piquet de grève tous les matins avec le soutien de nombreux élus et usagers.
Rien de nouveau du côté de la direction qui reste pour l'instant sur ses positions et espère la reprise du travail dès lundi.
Un tract CGT, FO, et SUD est en préparation pour appeler à la solidarité et à une action sur les suppressions d'emplois et les conditions de travail à la distribution.
A noter la présence ce matin de notre camarade du CHSCT DELP et de 2 camarades de Sancerre (en repos) venus apporter un peu de réconfort et de produits de leur région.
L'action continue donc demain avec signatures et distribution au marché de Vierzon avant un barbecue (si la météo le permet) devant le bureau de poste vers midi. Je rappelle que tous les camarades disponibles sont les bienvenus pour apporter leur soutien.
Fraternellement. Dominique.

URGENCE : LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN DANGER

Rappel **: Les Conseils de Prud'hommes sont une juridiction à part entière devant laquelle sont portés les conflits du travail mais dont la composition, le fonctionnement et les règles de procédure sont sans équivalent (juridiction élective et paritaire).**

La justice prud'homale, à laquelle s'adressent des milliers de salariés victimes de licenciement, de discriminations, objet de harcèlement ou de violations diverses du droit du travail pour être rétablis dans leurs droits et pour obtenir réparation des dommages qu'ils ont subis, est en grand danger.

Depuis des années, 2002, les attaques contre la prud'homie ont été nombreuses de la part du Medef et des pouvoirs publics… notamment sous l'ère Sarkozy et maintenant sous l'ère Hollande.

La dernière élection a eu lieu en 2008, la prochaine élection devrait être organisée en décembre 2013, mais a été reportée en 2015 (décisions prises sous l'ère Sarkozy et maintenant le gouvernement Hollande).

Ainsi, les mêmes arguments utilisés par la droite à l'époque, sont repris par le gouvernement socialiste :

> **Les élections coûtent cher (160 millions d'€uros),**
> **La participation des électeurs serait en baisse (25 % en 2008, 63 % en 1999).**

Enfin, la réforme de la représentativité ouvre la voie à un nouveau mode de désignation, tenant compte des résultats professionnels dans les entreprises.

Michel Sapin, Ministre du Travail, dans un courrier adressé aux organisations représentatives «envisage d'en finir avec l'élection des conseillers par les salariés».
Il penche pour «une désignation des conseillers sur la base des résultats de la mesure d'audience» ; autrement dit sur la représentativité (Rappel : CGT 26,71 % - CFDT 26 %) des voix.

Alors, renforçons donc notre représentativité ; chaque élection revêt une importance de taille, car la représentativité doit être redéfinie en 2017 au cas où …

Mais la CGT est opposée à une telle désignation et exige le maintien de principe des élections au suffrage universel pour maintenir la démocratie sociale.

L'avenir des Conseils de Prud'homme ne peut être l'affaire des seuls conseillers ou militants spécialisés en droit du travail, mais l'affaire de chaque syndiqué, de chaque section syndicale, de toute la CGT.

Rappel : Au Conseil de Prud'hommes de Bourges, la CGT est majoritaire (Présidence générale et présidence et vice-présidence dans les diverses sections : Activités diverses, Industrie, Commerce et Encadrement).

Communiqué de Presse

Facture de gaz : Elle doit baisser mais pas n'importe comment !

Alors que le pouvoir d'achat d'une majorité des Français est en berne et que les charges de la vie courante ne cessent d'augmenter, le fait d'annoncer de but en blanc que l'on peut faire baisser de 13 % la facture de gaz des abonnés, c'est s'attirer assurément la bienveillance de l'opinion publique.

Ce coup de publicité à la « Free » dans le domaine du gaz, a le mérite de susciter le débat mais parallèlement, il nous empêche d'y voir plus clair dans l'imbroglio des tarifs.

En effet, nous ne répondons pas à la question essentielle : payons-nous le juste prix de notre gaz aujourd'hui ?
Lorsque l'on voit que le prix de l'essence à la pompe continue de baisser et que le prix du gaz reste invariablement haut, on est tenté de se poser des questions. En effet, depuis des lustres les cours mondiaux du gaz suivent les cours du pétrole et, subitement, d'un coup de baguette magique la règle change.
Pour INDECOSA-CGT, le gouvernement n'a pas d'autre alternative que de baisser le prix du gaz et de réfléchir à un système tarifaire plus adapté et plus transparent.
Cette baisse doit concerner l'ensemble des abonnés et pas qu'une petite frange qui aurait choisi un contrat plutôt qu'un autre.
La fixation du prix du gaz doit se faire par un dialogue permanent avec les associations de consommateurs que ce soit avec la Commission de Régulation de l'Energie ou avec l'Etat lui-même.

La maîtrise publique de l'énergie est essentielle dans un monde en constante mutation et il est illusoire de croire que le « marché » seul peut s'autoréguler.

Montreuil, le 7 Novembre 2013

VIE SYNDICALE

Elections IRP 2013

LE TRAVAIL DE LA CGT RECONNU PAR VOTRE VOTE !

LA CGT, PREMIERE ORGANISATION SYNDICALE A ERDF-GrDF

Vous avez renouvelé votre confiance aux représentants de la CGT en apportant, par votre vote, vos voix à notre organisation syndicale, soit 50,72% au plan national et 55.13% au niveau régional.
Nous remercions l'ensemble de nos militant(e)s et syndiqué(e)s, pour cette victoire, qui sans eux (elles), n'aurait pas été possible. Nous tenons aussi à saluer l'ensemble des collègues qui se sont investis pour la bonne tenue du scrutin.
Par ce vote, vous avez exprimé votre soutien au travail de la CGT et de l'Ufict-CGT durant ces 3 dernières années.

PROXIMITE
Dans nos Régions en Auvergne, Centre et Limousin, une fois de plus votre vote porte l'audience de la CGT en tête avec une avance sur les autres OS. Nous allons continuer le travail de proximité qui nous caractérise.

Nous avons fait le choix, pendant cette campagne, de ne pas tomber dans la provocation de l'ensemble des autres OS, alimentée par des tracts vindicatifs ou des vidéos à notre égard. Il est visiblement plus facile d'attaquer autrui, que de proposer de réelles solutions pour toutes et tous ou de faire un bilan de sa propre activité.

Bureaux de votes CE toutes Unités

Le vote des salariés confirme le travail réalisé par nos équipes syndicales :

Au CE de la DR Centre: la CGT obtient 60,02%,
Au CE de l'UCF/USR: la CGT obtient 53,16%,
Au CE de la DIR Gaz: la CGT obtient 48,35%

Nous appelons les salariés à venir rejoindre et renforcer la CGT et l'Ufict-CGT.

***RAPPEL* :**
La mobilisation continue, le mardi 26 novembre 2013, venez défendre votre 1%. La baisse de la dotation de GDF Suez de 19 million d'€ au national se traduit concrètement sur notre CMCAS, par une amputation du budget de nos activités sociales de plus de 50 000€ en 2014. De plus, dans cette période, cela va venir impacter défavorablement le tissu économique des départements 18, 36 et 58, en effet, c'est moins de sorties cinéma, culturelles, conviviales ou sportives.

ASSEMBLEE GENERALE de TOUS LES SECRETAIRES DE SYNDICATS

Le Bureau et la Commission Exécutive de l'UD débattent depuis maintenant plusieurs mois de l'actualité politique et économique catastrophique pour l'ensemble de la population et en particulier les classes modestes.
Autres points souvent mis en avant, les revendications et la stratégie de notre organisation ainsi que notre rapport au salariat.
Depuis notre Assemblée Générale du mois de Septembre, nous pouvons constater que la situation s'est encore aggravée et c'est pourquoi le Comité Confédéral National des 6 & 7 Novembre a décidé d'aller à la rencontre de chacun d'entre vous.
La situation des salariés, des retraités et des chômeurs exige que chaque structure prenne pleinement possession de la situation. Il faut mettre en commun une discussion claire et constructive sur nos difficultés, nos attentes et nos perspectives.

Pour toutes ces raisons vous êtes conviés à participer à l'Assemblée Générale qui se déroulera le :

MARDI 10 DÉCEMBRE 2013

de 8 h 30 à 12 heures

Salle Marcel Bascoulard - Route de Guerry à BOURGES

MORY DUCROS APOCALYPSE SOCIALE

Les élus CFDT et CGT s'insurgent

Contre une direction responsable du naufrage de Mory Ducros, et ce malgré nos nombreuses alertes.

La feuille de route dévoilant le projet de restructuration tant redoutée par les organisations syndicales et les salariés n'a pas été présentée en CE extraordinaire ce vendredi 22 novembre.

La direction a annoncé, sans état d'âme, **la demande de cessation de paiement de l'entreprise et sa mise sous protection judiciaire du tribunal de commerce … un sale coup pour tous les salariés !!!**

L'heure du bilan est arrivée, l'enveloppe Deutsch Post d'environ 270 millions d'euros s'est volatilisée en moins de 3 ans au profit de qui ? Certainement pas des 5.000 salariés !!!

Force est de constater que le groupe Mory Ducros né d'une fusion le 1er janvier 2013 est **un échec total, lourd de conséquences sociales, ce ne sont pas moins de 7.000 salariés impactés y compris les sous-traitants.**

A ce jour, toutes les convergences réalisées, pour la plupart effectuées dans la précipitation, n'ont pas permis le retour à l'équilibre comme l'avait tant promis cette même direction, elle a été incapable de gérer :

- Une perte massive de clients historiques dans la plupart de nos agences,
- Une dégradation sans précédent de la qualité de notre réseau,
- Une augmentation drastique des litiges pour pertes et avaries,
- Une détérioration des conditions de travail ….

On ne peut que constater une absence volontaire de développement de l'Entreprise à tous les niveaux.

A compter de la semaine prochaine l'entreprise sera donc dans les mains de l'administrateur judiciaire, en charge de notre avenir.

Le rendez-vous est fixé le 26 Novembre 2013 au Tribunal de Commerce.

DES MILITANTES A LA DIRECTION DE L'UNION LOCALE CGT DE BOURGES

L'Union Locale CGT de Bourges, a tenu son congrès les 18 et 19 Novembre dernier.

Plus de 100 délégué(e)s se sont rassemblé(e)s afin de débattre sur l'actualité sociale et économique, tant au niveau national que local, avec comme fil rouge, la réalité et le vécu des Salariés, des Retraités, des Chômeurs de Bourges et des environs.

Les difficultés rencontrées par nombre de salariés, sont liées à des salaires qui ne correspondent pas à la satisfaction des besoins, à la peur du lendemain, que ce soit au travail ou dans la vie quotidienne et à l'avenir incertain d'une manière générale.

Ces deux jours ont été fructueux tant sur la teneur des débats que sur les propositions de travail pour les trois années à venir.

La direction a été renouvelée dans une grande proportion et surtout elle s'est surtout beaucoup féminisée, amenant des camarades à accéder aux responsabilités.

La Commission Exécutive de l'UD CGT du Cher, souhaite la bienvenue aux nouveaux responsables de la direction de l'UL CGT de Bourges et surtout bon courage.

LA CHAPELLE SAINT-URSIN ■ Les CGT de Bourges réunis

Cinq femmes aux commandes

L'union locale des syndicats CGT de Bourges tenait son congrès lundi et mardi à la salle des fêtes de La Chapelle-Saint-Ursin.

Durant deux jours, cent vingt personnes se sont réunies dans cette salle. Le bureau a élu à l'unanimité Cathy Brancourt comme secrétaire général, poste où elle succède à Elicia Linglain, première femme à accéder à cette responsabilité, après quarante ans d'existence de l'union locale de Bourges (et ses environs) qui compte deux mille encartés.

ÉLUES. Catherine Fourcade, Cathy Brancourt, Florie Gaeta et Catherine Jacobi, quatre des cinq femmes élues à des postes à responsabilité au bureau de l'union locale CGT.

Égalité effective entre hommes et femmes

L'UL CGT vient d'ailleurs d'élire quatre autres femmes à des responsabilités : Françoise Devineau-Gressin (trésorière), Catherine Jacobi et Florie Gatea (vie syndicale et communication) et Catherine Fourcade (formation syndicale). Ces cinq femmes intègrent le bureau composé de vingt et un membres.

Le congrès a permis de revenir sur le contexte local et national, sur fond de crise sociale et économique, « où les luttes des salariés vont inévitablement se développer », indique Cathy Brancourt.

Le syndicat énumère ainsi les situations problématiques comme l'emploi en demandant l'interdiction des licenciements. Il constate aussi que le faible niveau des salaires est une des principales causes des déficits des comptes sociaux.

L'union locale veut aussi une retraite à cinquante-cinq ans et même à cinquante ans pour les femmes et les salariés soumis aux travaux pénibles.

Elle se déclare pour une embauche et une formation professionnelle des jeunes, les plus touchés par le chômage (avec les salariés âgés), ainsi que pour une égalité effective des salaires entre les femmes et les hommes, avec une loi qui l'impose de manière coercitive.

L'interdiction du travail le dimanche dans les commerces est aussi prônée. ■

François Lesbre

<u>Le Bureau de l'Union Locale est composé de</u> :
<u>21 membres + 3 membres à la Commission Financière et de Contrôle.</u>

<u>Composition du Secrétariat</u> :

Secrétaire Générale :	BRANCOURT Cathy
Trésorière :	DEVINEAU GRESSIN Françoise
Vie Syndicale et Communication :	GAETA Florie
	JACOBI Catherine
Formation Syndicale :	FOURCADE Catherine
Juridique :	TEXIER Philippe

-o-o-o-o-o-o-o-